

La croissance économique en Algérie

I.1. Introduction :

Ce chapitre examine l'économie algérienne, en se référant plus particulièrement à ses performances de croissance à partir des années 2000. À partir de cette année, l'Algérie a connu une forte croissance résultant des prix élevés du baril de pétrole dans le marché mondial. Cette stabilité politique et financière assez récente du pays a contribué et a conduit à l'élaboration et à l'acceptation de nouvelles lois et politiques axées sur la croissance des réalisations des infrastructures de façon générale et d'une façon particulière la réalisation des infrastructures de transport. Pour n'en citer que quelques-uns, le gouvernement a mis en place une politique qui s'inscrit dans le cadre de la loi n°01-20 du 12 Décembre 2001 relative à l'aménagement et au développement durable du territoire qui renvoie dans certaines de ses dispositions à la nécessaire adaptation et au développement des infrastructures et équipements du réseau national de transports dans toutes ses composantes (terrestre, maritime et aérienne) et ce dans une perspective de continuité et de complémentarité, et partant, de son intermodalité. Il s'agissait de construire des infrastructures pour satisfaire la majorité de la population du pays. Le but de ce chapitre est de brosser un portrait sur la théorie de la croissance économique d'une part et d'autre part pour éclaircir la situation économique de l'Algérie à partir des années 2000. Ceci est basé sur l'hypothèse qu'une augmentation de la croissance économique entraîne une augmentation de la richesse des citoyens et une augmentation concomitante de leurs besoins en consommation et de mobilité, c'est à dire une offre plus importante d'infrastructures de transport. Il est donc important que le pays augmente son offre d'infrastructure de transport pour faire face à la consommation et la mobilité croissante de la population.

I.2. Théories de la croissance économique :

La croissance économique est le principal objectif macroéconomique de chaque gouvernement. Guellec et ses collaborateurs (2003) ont défini la croissance économique comme l'augmentation sur une longue période du Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant. C'est une mesure de la quantité des biens et services produits par un pays au cours d'une période donnée. A partir du 19^{ème} siècle commence le début de la croissance puis à partir des années 1860 s'accélère et finalement arrive dans les années 1950 avec un taux de croissance qui est relativement important et la grande croissance elle s'est passée pendant les trente glorieuse¹ et jusqu'à l'époque actuelle où on constate la croissance évoluée de manière extrêmement importante, la rupture au 19^{ème} siècle avec la révolution industrielle a d'abord eu lieu en Angleterre puis dans l'Europe de l'ouest. Une révolution agricole qui a permis d'avoir des surplus agricoles et une survie pour une population plus nombreuse de point de vue démographique, et finalement un impact sur la révolution industrielle. La théorie de la croissance entre la période de 1939-1956 était dominée par les contributions néo-keynésiennes de Roy Harrod (1939, 1948) et Evsey Domar (1946, 1947, 1948) ; et la période de 1956-1970 par les contributions fondamentales du lauréat du prix Nobel Robert Solow (1956, 1957) qui avec Trevor Swan (1956), sont les pionniers des travaux sur le modèle de croissance néoclassique (Snowdon et al, 2005).

I.2.1. Le modèle de croissance néo-keynésien :

Le modèle de croissance de la productivité de Harrod-Domar est le modèle néo-keynésien qui explique la croissance économique basée sur le niveau d'épargne et la productivité du capital. Ce modèle explique l'effet de l'investissement sur la demande globale et l'impact des dépenses d'investissement sur la capacité de productivité d'une économie. (Snowdon et ses collaborateurs, 2005) ont souligné que les dépenses d'investissement augmentaient la capacité de production côté offre. Le modèle Harrod-Domar c'est caractérisé par sa simplicité et ces suppositions (un taux de croissance de la main-d'œuvre exogène (n); une technologie donnée présentant des proportions de facteurs fixes (ratio capital / travail constant, K / L) et un ratio capital / production fixe (K / Y); une économie à deux secteurs (ménages et entreprises)).

$$\frac{(Y_{t+1} + Y_t)}{Y_t} = G \text{ (représente le taux de croissance du PIB)} \dots \dots \dots (1.1)$$

¹- Les trente glorieuses entre 1946 et 1975.

$G = (s/v) - \delta$ (le ratio s égale S (épargne)/ Y (PIB), le ratio v égale K (capital)/ Y (PIB), δ représente l'amortissement (la dépréciation) du stock de capital). Plus le s est élevé, et plus le v et le δ sont faibles, plus une économie se développera rapidement ; Ils supposent que la croissance du PIB réel est proportionnelle à la part des dépenses d'investissement (I) dans le PIB et que, pour qu'une économie se développe, des ajouts nets au stock de capital sont nécessaires (Snowdon et al, 2005).

Le modèle Harrod-Domar présente certaines lacunes. Par exemple, une faiblesse majeure, à savoir l'hypothèse d'un ratio capital / production fixe ; les économistes ont rapidement pris conscience d'un deuxième défaut majeur dans le modèle « besoin d'aide » ou « déficit de financement ». Le modèle supposait que les apports d'aide iraient aux investissements individuels. Mais il est rapidement apparu que les apports d'aide étrangère, dans le but de combler le déficit d'épargne, n'augmentaient pas nécessairement l'épargne totale (Snowdon et al, 2005). Cette faiblesse a conduit à l'introduction du modèle de croissance Solow-Swan.

I.2.2. Le modèle de croissance néo-classique :

Le modèle de croissance de Solow-Swan est également connu sous le nom de modèle de croissance néo-classique. Il est dérivé du modèle Harrod-Domar mais diffère en ce sens qu'il prend en compte l'effet de la croissance démographique, des investissements et des avancées technologiques sur une période donnée (Snowdon et al., 2005). Ce modèle est utilisé dans les économies modernes comme source de comptabilité de la croissance pour mesurer les effets du travail, du capital et des progrès technologiques sur la croissance économique. Ce modèle suppose l'existence d'une économie fermée dans laquelle le gouvernement n'intervient pas et que le marché est un marché parfaitement concurrentiel avec des facteurs de prix flexibles et le plein emploi (Snowdon et al, 2005).

Le modèle de fonction de production néo-classique est formellement représenté par Banerjee et Duflo (2005) comme suit : $Y_t = f(A, K_P, K_H, L)$

Où : Y_t = Croissance économique

A = Paramètre technologique

K_P = Montant total du capital physique investi

K_H = Montant total du capital humain investi

L = Population active totale

Le paramètre technologique est utile pour faire correspondre le rapport entre les parts de travail et de capital et le rapport d'élasticité de la technologie. Le capital humain physique repose sur le taux d'investissement et correspond à une consommation perdue, comme dans le modèle néo-classique (Bassani et al., 2001). L'augmentation du capital humain est considérée comme centrale dans la littérature récente. Comme tout autre facteur de production, le capital humain est également un intrant du processus de production. L'accumulation de capital humain montre que le capital est en croissance et qu'une période de croissance importante est associée à un nouvel état de croissance stable de la production (Bassani et al., 2001). Le stock de capital humain est associé en permanence aux taux de croissance de la production et son importance est reflétée dans la découverte de nouvelles technologies.

Dans le modèle de Solow, l'augmentation du taux d'épargne n'a aucun impact sur le taux de croissance économique à long terme (Cesaratto, 1999, cité dans Snowden et ses collaborateurs, 2005). Comme l'a souligné Hamberg (1971, cité dans Snowden et ses collaborateurs, 2005), le modèle de Harrod-Domar néo-keynésienne met en évidence l'importance d'accroître le taux d'épargne pour augmenter la croissance à long terme, tandis que dans la théorie générale de Keynes (1936) une augmentation du taux d'épargne conduira à une baisse de rendement à court terme à travers son impact négatif sur la demande globale. En revanche, la longue tradition des économies classiques et néoclassiques consistant à mettre en évidence les vertus de l'épargne est un peu dérégulée par le modèle de Solow, car c'est le progrès technique, et non l'épargne, qui entraîne la croissance à long terme de la production par travailleur.

Il est important de noter que le modèle de Solow nous permet de faire plusieurs prédictions importantes sur le processus de croissance (Snowdon et al., 2005) :

- À long terme, une économie s'approchera progressivement d'un état d'équilibre stable avec y^* et k^* , indépendamment des conditions initiales ;
- Le taux équilibré de l'état stationnaire de la croissance de la production globale dépend du taux de croissance de la population (n) et le taux du progrès technologique (A) ;
- Dans la trajectoire de croissance équilibrée dans un état stationnaire, le taux de croissance de la production par travailleur dépend uniquement du taux du progrès technologique. Sans progrès technologique, la croissance de la production par travailleur cessera finalement ;

- Le taux de croissance à l'état stable du stock de capital étant égal au taux de croissance du revenu, le rapport K / Y est donc constant ;
- Pour un taux de dépréciation donné (δ), le niveau de production par travailleur à l'état stable dépend du taux d'épargne et du taux de croissance de la population (n). Un taux d'épargne plus élevé augmentera y^* , un taux de croissance démographique plus élevé réduira y^* ;
- L'impact d'une augmentation du taux d'épargne (investissement) sur la croissance de la production par travailleur est temporaire. Une économie connaît une période de croissance plus forte à l'approche d'un nouvel état de stabilité. Un taux d'épargne plus élevé n'a pas d'effet sur le taux de croissance durable à long terme, bien qu'il augmente le niveau de production par travailleur. Pour Solow, ce résultat était un 'véritable choc';
- Le modèle de Solow a des « propriétés de convergence » particulières. En particulier, 'si les pays sont similaires en ce qui concerne les paramètres structurels des préférences et de la technologie, les pays pauvres tendent à connaître une croissance plus rapide que les pays riches' (Barro, 1991).

I.2.3. Croissance économique endogène :

Au milieu des années 80, plusieurs économistes, notamment Paul Romer (1986, 1987) et Robert Lucas (1988), ont cherché à construire des modèles alternatifs de croissance dans lesquels la croissance à long terme du revenu par habitant dépendait des décisions d'investissements plutôt que le progrès technologique non expliqué. Cependant, comme le souligne Crafts (1996), le terme investissement dans le contexte de ces nouveaux modèles fait référence à un concept plus large que l'accumulation de capital physique déclaré dans les comptes nationaux ; les dépenses de recherche et développement (R & D) et la formation de capital humain peuvent également être incluses. Dans les premières versions de la nouvelle théorie de la croissance endogène, l'accumulation de capital joue un rôle beaucoup plus important dans le processus de croissance que dans le modèle néoclassique traditionnel. À bien des égards, le travail de Romer fait revivre la précédente contribution fondamentale d'Arrow (1962) sur « l'apprentissage par la pratique ». Arrow avait montré comment la productivité du travail augmentait avec l'expérience, expérience qui est fonction des dépenses d'investissement cumulatives qui modifient l'environnement de travail. Aucune entreprise individuelle ne peut totalement assimiler l'impact positif de son investissement dans le capital physique et humain sur le stock de connaissances de l'ensemble de l'économie.

Le modèle de 1986 de Paul Romer peut être illustré en modifiant la fonction de production. Dans l'équation (1.2), la fonction de production inclut la technologie (A) en tant qu'intrant endogène :

$$Y = F(K, L, A) \dots\dots\dots(1.2)$$

Au niveau micro, la production d'une entreprise individuelle (j) dépend de ses propres entrées de capital (K_j), de main-d'œuvre (L_j) et de l'état des connaissances de l'ensemble de l'économie (A), comme indiqué dans l'équation (1.3) :

$$Y_j = F(K_j, L_j, A) \dots\dots\dots(1.3)$$

Dans cette formulation, la croissance de la connaissance (technologie) est supposée dépendre de la croissance du capital, car l'intensification du capital favorise les retombées technologiques qui augmentent la productivité marginale du capital dans l'ensemble de l'économie. Par conséquent, toute augmentation du K global améliorera A et donc la productivité de toutes les entreprises. Dans le modèle de croissance endogène de Romer (1986), l'expansion des connaissances agrégées résulte des externalités de l'apprentissage entre entreprises. En effet, plus le niveau du stock de capital d'une économie est élevé, plus chaque entreprise sera productive grâce à un processus « d'apprentissage par la pratique ». Ainsi, alors que la fonction de production d'une entreprise affiche des rendements d'échelle constants et des rendements décroissants de l'accumulation de capital, la fonction de production globale affichera des rendements d'échelle croissants plutôt que constants. L'un des modèles les plus simples de croissance endogène est le modèle AK * présenté dans l'équation (1.4) ci-dessous (Rebelo, 1991) :

$$Y = K^\alpha H^\beta = A K^* \dots\dots\dots(1.4)$$

Ici, A est une constante, K * représente une large mesure du capital ($K^\alpha H^\beta$) et $\alpha + \beta = 1$. Comme le souligne Crafts (1995), «de tels modèles placent l'investissement au centre et considèrent la croissance comme un processus axé sur l'investissement. Il n'y a aucun rôle pour le résidu de Solow." Par conséquent, il existe une similitude étroite entre le modèle AK et le modèle Harrod – Domar. Dans les deux modèles, il n'y a pas de rendements décroissants et il n'y a donc aucune raison pour que la croissance ralentisse lorsque l'approfondissement du capital se produit. Si un groupe de pays a des taux d'épargne moyens plus élevés, des taux d'amortissement plus faibles et des ratios capital-production inférieurs à ceux d'un autre groupe de pays, le premier groupe se développera plus rapidement que le second groupe de façon permanente et la « divergence, une période plus longue » sera la règle.

Les modèles de croissance endogène de la classe AK ont fait l'objet de vives critiques, principalement en raison de leur hypothèse essentielle de l'absence de rendements décroissants de l'apport de capital. Le modèle AK prédit une augmentation permanente du taux de croissance après une augmentation du ratio investissement / PIB d'une économie. Cependant, Jones (1995), dans une analyse chronologique de 15 pays de l'OCDE après 1945, soutient que les modèles AK ne sont pas compatibles avec les preuves empiriques. Bien que les ratios investissement / PIB aient considérablement augmenté entre 1950 et 1989, les taux de croissance du PIB par travailleur sont restés stables ou ont diminué. McGrattan (1998) a contesté cette conclusion. En considérant l'évidence de série de temps d'un plus grand échantillon de pays au cours d'une période de temps plus longue McGrattan constate que les prédictions principales de théorie AK sont confirmées par les données. En se basant sur les données de Maddison (1995) pour la période 1870-1989, McGrattan constate que « les taux d'investissement plus élevés correspondent à des taux de croissance plus élevés, à l'exception de l'économie américaine où la variation du taux de croissance du PIB par habitant varie peu ». L'extension de l'analyse aux données transversales pour 125 économies de la période 1960-1985 révèle également « une corrélation positive certaine entre les taux d'investissement et les taux de croissance ».

I.2.4. Comptabilisation des sources de croissance économique :

Les économistes n'ont pas seulement besoin d'un cadre théorique pour comprendre les causes de la croissance ; ils nécessitent également une méthode simple de calcul de l'importance relative du capital, du travail et de la technologie dans la croissance des économies réelles. Le cadre établi, à la suite de la contribution fondamentale de Solow (1957), est appelé « comptabilité de la croissance » (voir Abel et Bernanke, 2001). Certains économistes restent très sceptiques quant à l'ensemble de la méthodologie et à la base théorique de la comptabilité de la croissance, par exemple (Nelson, 1973). En ce qui concerne les causes immédiates de la croissance, nous pouvons voir en renvoyant à l'équation sous sa forme de Cobb – Douglas, qui peut s'écrire de cette manière :

$$Y = A_t K^\alpha L^{1-\alpha} \dots\dots\dots(1.5)$$

Où α et $1 - \alpha$ sont des pondérations reflétant la part du capital et du travail dans le revenu national, et pour une technologie donnée A_t , que l'augmentation du PIB total (Y) provient de l'impact pondéré combiné de l'accumulation de capital, de la croissance de l'offre de travail et du progrès technologique. Les économistes peuvent mesurer l'évolution de la quantité de capital et de main-d'œuvre qui se produit dans une économie au fil du temps, mais l'évolution de la technologie

(Productivité Totale des Facteurs = PTF) n'est pas directement observable. Cependant, il est possible de mesurer les variations de la PTF en tant que « résiduel » après avoir pris en compte les contributions à la croissance apportées par les modifications des intrants capital et travail. La technique de Solow (1957) consistait à définir l'évolution technologique comme l'évolution de la production globale moins la somme des contributions pondérées des intrants travail et capital. En bref, le résidu de Solow mesure la partie d'un changement de la production globale qui ne peut pas être expliquée par des changements dans les quantités mesurables des intrants capital et travail. La dérivation du résidu de Solow peut être représentée comme suit.

$$\Delta Y/Y = \Delta A/A + \alpha \Delta K/K + (1 - \alpha) \Delta L/L \dots\dots\dots(1.6)$$

L'équation (1.6) est simplement la fonction de production de Cobb – Douglas écrite sous une forme représentant les taux de changement. Il en ressort que la croissance de la production globale ($\Delta Y / Y$) dépend de la contribution des variations de la productivité totale des facteurs ($\Delta A / A$), de la contribution pondérée du capital, $\alpha \Delta K / K$, et de la variation de la contribution pondérée du travail $(1 - \alpha) \Delta L / L$. En réarrangeant l'équation (1.5), nous pouvons représenter l'indice de productivité (PTF) que nous devons mesurer comme équation (1.7) :

$$PTF = A = Y / K^\alpha L^{(1-\alpha)} \dots\dots\dots(1.7)$$

Comme il a déjà été noté, étant donné qu'il n'existe pas de moyen direct de mesurer la PTF, il doit être estimé en tant que résidu. En écrivant l'équation (1.7) en termes de taux de changement, nous pouvons obtenir une équation à partir de laquelle la croissance de la PTF (changement technologique) peut être estimée sous forme de résidu. Ceci est montré dans l'équation (1.8) :

$$\Delta A/A = \Delta Y/Y - [\alpha \Delta K/K + (1 - \alpha) \Delta L/L] \dots\dots\dots(1.8)$$

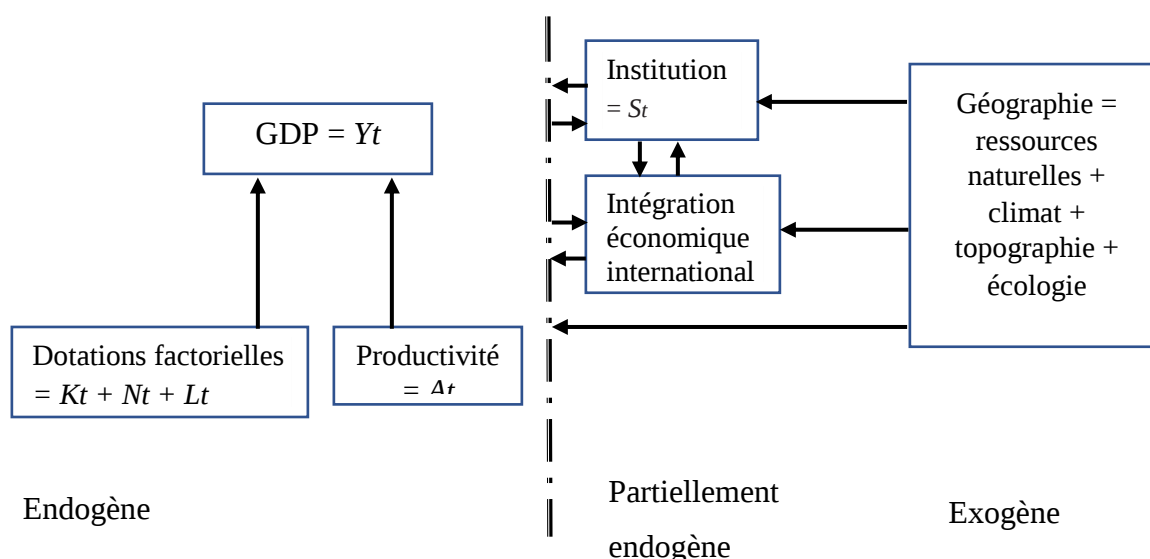
I.2.5. Les causes fondamentales de la croissance :

Les recherches des économistes montrent que les économies performantes sont celles qui enregistrent des taux élevés d'accumulation de capital humain et physique et de progrès technologiques durables. Mais cette conclusion soulève alors la question cruciale : pourquoi certaines nations parviennent-elles à ce résultat tandis que d'autres échouent ? Olson (1996) a souligné le fait que des taux de croissance élevés semblent se produire dans un sous-ensemble de pays pauvres plutôt que dans tous les pays à faible revenu, comme l'implique la dynamique de transition du modèle de croissance néoclassique de Solow. Étant donné que le capital et la technologie peuvent migrer à travers les frontières politiques, la persistance d'importantes différences dans le niveau de production par travailleur suggère la présence d'obstacles persistants

à la croissance et au développement (Parente et Prescott, 2000). Un obstacle évident à la libre circulation des capitaux des pays riches vers les pays pauvres découle du risque accru que représentent les investissements dans des pays caractérisés par une instabilité macroéconomique, des barrières commerciales, des infrastructures inadéquates, une éducation médiocre, une diversité ethnique, une corruption généralisée, une instabilité politique, une situation géographique défavorable et fréquents revirements de politique. Pour comprendre pourquoi certains pays ont tellement mieux performé que d'autres en matière de croissance, il est donc nécessaire d'aller au-delà des causes immédiates de la croissance et de s'intéresser davantage aux déterminants fondamentaux. Cela implique que nous ne pouvons espérer trouver les facteurs déterminants de la croissance économique en utilisant uniquement une analyse économique étroite. Pour expliquer les « miracles » et les « catastrophes » de la croissance, il est nécessaire de comprendre l'histoire des pays étudiés ainsi que la manière dont les choix politiques sont faits au sein d'une structure institutionnelle entraînant des distorsions politiques.

Dani Rodrik (2003, cité dans Snowden et ses collaborateurs, 2005) a fourni un cadre utile pour souligner la distinction entre les déterminants immédiats et fondamentaux de la croissance économique.

Figure I.1 : Sources directe et fondamentale de croissance économique



Source : Adapté de Snowden et ses collaborateurs (2005)

La figure I.1, adaptée de Snowden et ses collaborateurs (2005), présente les principaux facteurs qui déterminent la taille et la croissance de toute économie.

$$Y_t = f(K_t, N_t, L_t, A_t, S_t) \dots\dots\dots(1.9)$$

Dans la partie gauche de la figure I.1, nous pouvons voir l'influence des déterminants immédiats de la croissance, la production étant directement influencée par les dotations en travail (L_t), en capital physique (K_t), en ressources naturelles d'une économie (N_t), et la productivité de ces ressources (A_t). L'impact de l'efficacité technique et allocative est pris en compte dans la variable de productivité. Dans la partie droite de la figure I.1, nous observons les principaux déterminants fondamentaux de la croissance économique, notamment la capacité sociale (S_t). Rodrik propose une triple taxonomie des déterminants fondamentaux de la croissance, à savoir la géographie, l'intégration et les institutions. Ces catégories mettent en évidence trois domaines de recherche majeurs, au sein d'une littérature volumineuse en expansion rapide, qui ont dominé l'analyse de la croissance ces dernières années. De nombreux spécialistes des sciences sociales soutiendraient avec force que l'influence de la culture devrait être ajoutée à la liste des déterminants plus importants de la performance économique. Il est certain que les historiens de l'économie accordent beaucoup plus d'importance à la culture en tant que facteur déterminant de la performance économique que les économistes. Comme le confirme d'autres discussions intéressantes sur l'influence de la culture sur la croissance économique et le développement, notamment Temin, 1997; Landes, 1998; Barro et McCleary, 2003.

Comme Rodrik le souligne, la question centrale de l'analyse de la croissance est la suivante : laquelle des relations de causalité de la figure I.1 importe le plus ? Cependant, Rodrik note également que la géographie est le seul facteur exogène dans sa triple taxonomie, avec une intégration et des institutions « évoluant en même temps que la performance économique ». Les interrelations causales entre les variables de la figure I.1, indiquées par le sens dans les deux sens de certaines des flèches, suggèrent l'existence d'effets de rétroaction complexes à l'œuvre. Par conséquent, les travaux empiriques, sous la forme de régressions interminables entre pays, qui tentent d'établir des liens de causalité clairs doivent être traités avec « une extrême prudence ».

La discussion ci-dessus montre clairement que pour démêler la croissance économique en Algérie, il est important d'identifier la contribution relative des principaux facteurs de production (capital, travail et infrastructure de transport) et de la productivité globale.

La nécessité d'étudier la relation entre l'infrastructure de transport et la croissance économique est de plus en plus courante dans la littérature en raison de la prise de conscience de l'importance des réseaux de transport pour la croissance économique et le développement et aussi pour le coup d'investissement faramineux qui cout à l'état. En fait, la plupart des études ont servi à déterminer si les infrastructures et les réseaux de transport pouvaient être utilisés comme complément à d'autres facteurs de production.

La plupart des macroéconomistes se sont intéressés à déterminer l'impact des infrastructures sur la croissance économique. Aschauer (1989) a été l'un des premiers à évaluer l'effet macroéconomique des investissements en infrastructures sur l'économie américaine. Suivi par de nombreux chercheurs, par exemple (Munnell, 1990), (Ford et Poret, 1991) et d'autres. Ils ont donc défini une nouvelle fonction de production intégrant l'infrastructure de transport aux variables conventionnelles (travail et capital). Leurs résultats, fondés sur des données américaines, suggèrent un retour sur investissement élevé dans les infrastructures et aussi qu'ils ont constaté un impact important du capital d'infrastructure sur la production totale des facteurs (PTF).

L'importance de l'infrastructure en général et de l'infrastructure de transport en particulier est prise en compte lorsque le pays subit des destructions à ce niveau-là, qu'il s'agisse de destructions d'infrastructure imprévues (tremblement de terre, volcan, tsunami, ...) ou prévues (guerre). Cela affecte le secteur industriel du fait de la perte de production, aussi d'une mobilité réduite de la matière première et de la marchandise. Cela a également un impact négatif sur d'autres facteurs de production, tels que la mobilité du capital humain. On peut donc comprendre qu'un approvisionnement en infrastructure de transport efficace est essentiel à la croissance et au développement de l'économie d'un pays.

I.3. Relation existante entre la croissance économique et d'autres facteurs :

I.3.1. Contribution des institutions à la croissance économique :

La différence dans la croissance et le développement des pays a été expliquée ci-dessus en termes de différentes trajectoires d'accumulation de facteurs. Nous avons montré les variations de la croissance économique des économies moins développées et développées. Les différences d'accumulation de facteurs d'un pays à l'autre se retrouvent dans les différences d'épargne et d'autres

facteurs exogènes tels que la croissance de la productivité totale des facteurs (Acemoglu, Johnson et Robinson, 2005).

North et Thomas (1973, cité dans Acemoglu et ses collaborateurs, 2005) ont déclaré que des facteurs tels que les économies d'échelle, l'innovation, l'accumulation de capital et l'éducation ne sont pas à l'origine de la croissance ; au lieu de cela, ils sont la croissance. Les différences de croissance des économies sont les institutions. Ce sont les agents en charge des droits de propriété et des échanges de biens et services sur les marchés. 'Les institutions sont les règles du jeu dans une société ou plus formellement, ce sont les contraintes conçues par l'homme qui façonnent l'interaction humaine' (North, 1990).

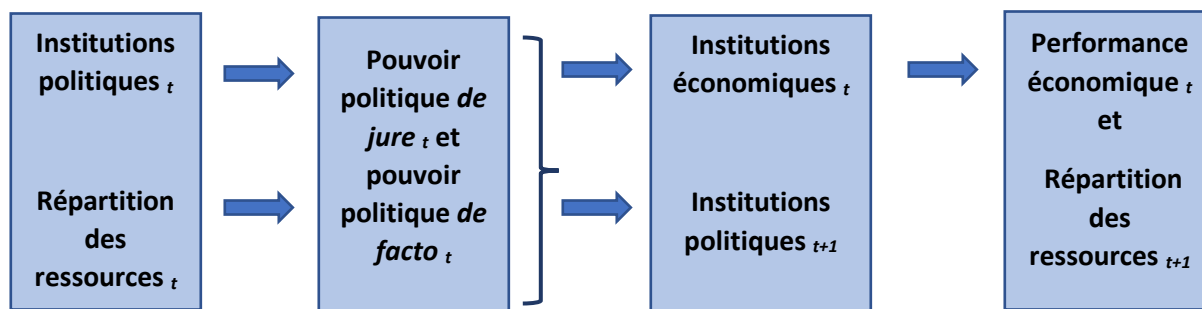
L'importance des institutions économiques dans une société, telles que la structure des droits de propriété et la perfection des marchés, selon Acemoglu et ses collaborateurs (2005) sont que :

- Ils influencent la structure des incitations économiques dans une société. Les institutions économiques peuvent influencer sur les décisions politiques telles que la restructuration du secteur des transports ;
- Ils incitent les individus à investir dans le capital physique ou humain ou à adopter des technologies plus efficaces ; et
- Ils aident à allouer des ressources à leurs utilisations les plus efficaces. Ils déterminent qui obtient les bénéfices, les revenus et les droits de contrôle résiduels. Lorsque les marchés manquent ou sont ignorés, les profits tirés des échanges commerciaux restent inexploités et les ressources sont mal allouées.

La discussion ci-dessus montre que les sociétés dotées d'institutions économiques qui facilitent et encouragent l'accumulation de facteurs, l'innovation et l'allocation efficace des ressources vont prospérer. Les institutions économiques efficaces sont donc la raison pour laquelle certaines sociétés ont plus de croissance économique et de développement que les autres. Les institutions économiques définissent non seulement la croissance économique globale potentielle du pays, mais également une série de résultats économiques telle que la répartition future des ressources (Acemoglu et al., 2005).

Les institutions économiques dépendent également des autres caractéristiques des institutions, notamment le pouvoir politique et les institutions politiques. Ceci est illustré dans le modèle suivant de Acemoglu et ses collaborateurs, (2005) :

Figure I.2 : Les institutions économiques et politiques



Source : Adapté de Acemoglu et ses collaborateurs, (2005)

Ce modèle montre que les institutions économiques sont exogènes en ce sens qu'elles dépendent des préférences de la société. Cela pourrait entraîner des conflits d'intérêts, étant donné que tous les membres d'une société ne peuvent pas choisir des ensembles similaires d'institutions économiques. À cet égard, lorsque les deux entités s'opposent, le choix de l'ensemble des institutions économiques à suivre sera déterminé par celle qui détient le plus grand pouvoir politique. Le pouvoir politique est divisé en un pouvoir politique de facto² et un pouvoir politique de jure. La différence entre le pouvoir politique de facto et le pouvoir de jure réside dans le fait que le pouvoir politique de facto provient de la capacité du parti politique à résoudre son problème d'action collective et de répartition des ressources économiques, tandis que de jure se réfère au pouvoir politique émanant de l'institution politique en question (Acemoglu et al., 2005).

I.3.2. Le Commerce et la croissance économique :

Un autre volet important de la littérature sur la croissance souligne l'importance de renforcer l'intégration économique internationale (la « mondialisation ») en tant que déterminant fondamental majeur de la croissance économique. Il est avancé qu'il existe de bonnes raisons

² - "De facto" et "de jure" sont des expressions latines. "De facto" signifie "en fait" ou "de fait". Le sens de ces locutions s'oppose à celui de "de jure" ou à celui de "ipso jure" qui signifient "en droit" ou "de droit" ou encore "de plein droit". Dictionnaire juridique de Serge Braudo. <https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/de-facto-de-jure.php> consulter le 15/04/2019.

théoriques de croire que les économies plus ouvertes se développent plus rapidement que les économies plus fermées. Dans une étude récente de la littérature, Lewer et Van den Berg (2003) concluent que 'l'impact du commerce sur la croissance économique semble être très important pour le bien-être humain'. De plus, les partisans de ce point de vue étayent leurs arguments par de nombreuses études empiriques et concluent que, globalement, la 'mondialisation' a eu un effet positif sur la croissance économique (Sachs et ses collaborateurs, 1995; Krueger, 1997; Edwards, 1998; Frankel et Romer, 1999; O'Rourke et Williamsom, 1999; Bhagwati et Srinivasan, 2002; Dollar et Kraay, 2003, 2004; Bhagwati, 2004; Winters, 2004).

Krueger (1997, 1998) ne doute pas que les pays en développement qui ont suivi des stratégies plus tournées vers l'extérieur se sont développés plus rapidement que ceux qui ont 'abandonné allègrement' le principe de l'avantage comparatif et qui ont adopté et maintenu pendant de longues périodes la politique de substitution des importations (ISI). L'expérience acquise au cours des quarante dernières années par les économies « dragons » d'Asie de l'Est en matière de croissance économique est également liée de manière positive au choix de leur régime de commerce ouvert. Les travaux empiriques de Sachs et ses collaborateurs (1995), Ben-David (1996), Edwards (1993, 1998) et Ben-David et Loewy (1998) renforcent l'opinion générale selon laquelle il existe un lien étroit entre le libre-échange et convergence des revenus entre les nations.

Les conclusions de la recherche de Sachs et ses collaborateurs les ont conduits à quatre conclusions importantes: premièrement, 'il existe de fortes preuves de convergence inconditionnelle pour les pays ouverts, et aucune preuve de convergence inconditionnelle pour les pays fermés'; deuxièmement, 'les pays fermés croissent systématiquement plus lentement que les pays ouverts, ce qui montre que les bonnes politiques comptent'; troisièmement, 'le rôle de la politique commerciale se poursuit après contrôle des autres facteurs de croissance'; et quatrièmement, 'les politiques commerciales médiocres semblent affecter directement la croissance en tenant compte d'autres facteurs et influencer sur le taux d'accumulation de capital physique'. Sachs et ses collaborateurs estiment donc que la politique commerciale doit être considérée comme « le principal instrument de la réforme », qui sert de substitut à toute une série de réformes du marché.

L'étendue des retombées de la R&D Nord-Sud a été étudiée par Coe et ses collaborateurs (1997). Étant donné que presque toutes les activités de R&D sont menées dans les pays développés, les pays en développement ont clairement la possibilité de bénéficier des retombées de connaissances,

en particulier des États-Unis. Les preuves empiriques présentées par Coe et ses collaborateurs indiquent que la productivité totale des facteurs des pays en développement est « positivement et significativement liée à la R & D chez leurs partenaires commerciaux des pays industrialisés et à leurs importations de machines et équipements en provenance des pays industrialisés ».

Dans le modèle élaboré par Ben-David et Loewy (1998), l'ouverture crée une pression concurrentielle accrue sur les entreprises nationales qui, en réponse, cherchent à acquérir des connaissances étrangères sur les processus et techniques de production (voir aussi Parente et Prescott, 2000 ; Baumol, 2002). Les échanges commerciaux facilitent donc le transfert d'idées et stimulent la croissance de l'économie. Étant donné que de nombreux pays pauvres ont adopté des stratégies protectionnistes, leurs barrières commerciales agissent comme un « tampon qui limite les retombées de la connaissance ». Ben-David et Loewy affirment que tant que de tels obstacles subsisteront, l'écart de revenu entre les pays continuera d'exister.

I.3.3. La Géographie et la croissance économique :

Au cours des dernières années, plusieurs spécialistes ont repris l'idée que la géographie avait une influence importante sur les performances économiques. Il y a deux volets dans cette littérature. Le premier, représenté par les travaux d'économistes tels que Paul Krugman, Anthony Venables et Michael Porter, met en évidence le rôle que jouent les rendements croissants, l'agglomération, la taille, les grappes et la localisation dans la productivité des nations et des régions (voir Krugman, 1991a, 1991b, 1997 ; Krugman et Venables, 1995 ; Porter, 2003). Avec des racines intellectuelles dans les travaux d'Alwyn Young, Gunnar Myrdal et Nicholas Kaldor, les modèles de la « nouvelle géographie économique » mettent en évidence l'impact des effets de causalité cumulatifs dans lesquels le succès engendre le succès. Dans ces modèles, la mondialisation peut initier des processus cumulatifs conduisant à la persistance d'un développement spatial inégal (urbain, régional et international).

Un deuxième volet de la littérature insiste sur l'impact direct que la géographie peut avoir sur le climat, les ressources naturelles et la topographie. De tels facteurs influencent évidemment la santé de la population, la productivité agricole, la structure économique d'une économie, les coûts de transport et la diffusion de l'information et du savoir. La géographie jouerait un rôle important dans la détermination du niveau et de la croissance du revenu par habitant (voir Diamond, 1997 ;

Bloom et Sachs, 1998 ; Gallup et al., 1998 ; Bloom et al., 2003). Voir Acemoglu et al., 2001, 2002a) pour une critique de cette littérature.

La prise de conscience croissante de la corrélation étroite entre le revenu par habitant et la latitude (la localisation) donne une impulsion importante au regain d'intérêt pour l'impact de la géographie sur la performance économique. Les pays plus proches de l'équateur, à quelques exceptions près (comme Singapour), affichent des scores de revenu par habitant et d'IDH plus faibles que les pays situés dans des zones plus tempérées. La forte association empirique négative existant entre le niveau de vie et la proximité des latitudes tropicales est fortement influencée par les 'performances médiocres de la croissance du continent africain', qui ont produit le 'pire désastre économique du XXe siècle' (Artadi et Sala-i-Martin, 2003 ; voir aussi Easterly et Levine, 1997 ; Collier et Gunning, 1999a, 1999b; Herbst, 2000). Qu'est-ce qui explique la performance économique extraordinairement mauvaise des économies de l'Afrique subsaharienne pendant la seconde moitié du XXe siècle, en particulier depuis la décolonisation ?

Adam Smith (1776) a reconnu l'influence des facteurs géographiques sur la croissance économique et le développement, car il reconnaissait que le succès commercial était grandement facilité par la facilité d'accès au transport par voie d'eau. Rappaport et Sachs (2003) ont montré que l'activité économique aux États-Unis est extrêmement concentrée le long de l'océan et des zones côtières des Grands Lacs ou à proximité de celles-ci. Comme Adam Smith l'a reconnu, la proximité des régions côtières améliore considérablement la productivité et la qualité de la vie.

Bien qu'ils ne discutent pas d'un nouveau cas de déterminisme géographique et reconnaissent également le rôle crucial joué par les politiques économiques, Bloom et Sachs estiment que « les bonnes politiques doivent être adaptées aux réalités géographiques ». Ils concluent que l'Afrique sera bien servie si les économistes tirent parti, dans leur recherche, d'une 'fertilisation croisée beaucoup plus grande' des connaissances accumulées dans d'autres domaines tels que la démographie, l'épidémiologie, l'agronomie, l'écologie et la géographie. Il existe donc une importante division dans le monde, mais ce n'est pas entre le Nord et le Sud ; c'est plutôt entre les pays situés sous des latitudes tempérées que ceux situés sous les tropiques (voir aussi Sachs et Warner, 1997 ; Diamond, 1997 ; Hall et Jones, 1999 ; Landes, 1990, 1998 ; Sachs, 2003).

Dans cette section, nous attirons l'attention sur les recherches récentes sur la « malédiction des ressources naturelles », c'est-à-dire la tendance de certains pays riches en ressources naturelles à se développer plus lentement que les pays pauvres en ressources naturelles. Des démocraties telles que les États-Unis, le Canada et la Norvège ont tendance à bien gérer le pétrole et les autres ressources naturelles, ce qui est loin d'être le cas dans les pays gouvernés par des autocrates prédateurs kleptocratiques où la présence de 'l'or noir' stimule les comportements de recherche de rente, l'instabilité politique et à l'extrême, la guerre civile (voir Sachs et Warner, 2001 ; Eifert et al., 2003). Selon Sala-i-Martin et Subramanian (2003), « le Nigéria a été une expérience de développement désastreuse » en dépit de ses importantes ressources pétrolières. Les dictatures militaires corrompues successives ont simplement pillé les revenus pétroliers. Contrairement au Nigéria, l'expérience du Botswana, avec ses ressources lucratives en diamants, a été complètement différente. Le succès économique du Botswana est principalement dû à la qualité de sa gouvernance et de ses institutions (voir Acemoglu et al., 2003).

I.3.4. Infrastructure de transport et croissance économique :

Ce n'est pas évident d'établir un lien significatif et solide entre, d'un côté, les réseaux de transport existants et leur développement, de l'autre le niveau et le dynamisme de la valeur ajoutée. Cela provient d'abord de la fréquente pénurie des données, mais aussi et surtout de la complexité inouïe des interactions entre infrastructures et croissance économique. Soulignons avant tout qu'il ne peut y avoir de valeur ajoutée sans infrastructures, car la mobilité est un bien fondamental, indispensable à toute fin de production et de consommation. Ce n'est finalement aussi la raison pour laquelle, presque partout dans le monde, l'État considère que son devoir est de construire les réseaux de transport et d'en assurer le financement, du moins en partie (Urs Weber, 2011).

Les infrastructures rendent donc la croissance possible, mais dans quelle mesure la favorisent-elles ? Pour simplifier, la croissance économique est le résultat de l'évolution de l'emploi et de l'accroissement de la productivité. Une région mieux desservie grâce à un nouveau tronçon d'autoroute ou un nouveau tunnel ferroviaire peut attirer les emplois et les contribuables, ce qui se traduit par une croissance de l'activité, qui ne se serait pas manifestée autrement. L'échange de marchandises et de personnes s'en trouve en même temps facilité et accéléré, ce qui élargit le périmètre des marchés d'achat et de vente : deux phénomènes propices à la productivité. Cependant, le même projet de transport peut engendrer, dans une autre région moins bien équipée,

la délocalisation de places de travail et un recul de la productivité. Il est difficile de déterminer quel effet prédomine, ce qui dépend notamment de l'étendue du territoire considéré.

L'histoire économique montre que, de tout temps, ce sont surtout les régions et les pays disposant d'un avantage comparatif dans le secteur des transports qui ont été prospères et puissants. Pendant longtemps, les transports maritimes ont été déterminants : c'est uniquement grâce aux performances de sa flotte marchande qu'un pays petit, périphérique et pauvre en ressources naturelles comme le Portugal a pu devenir une grande puissance coloniale, voire une puissance mondiale pendant un certain temps. Par la suite, cette règle s'est appliquée aux transports terrestres, lorsque les chemins de fer ont commencé à devenir au XIXe siècle le principal moteur de l'industrialisation et de la modernisation. Il n'est donc guère surprenant que, pour rattraper le retard pris sur leurs précurseurs britanniques, les États continentaux aient presque partout subventionné l'extension de leur réseau ferré, chaque commune cherchant coûte que coûte à y être raccordée. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, la voiture et l'avion – et par conséquent les autoroutes et les grands aéroports – sont devenus les emblèmes du progrès et les symboles de la croissance et du bien-être.

D'après la théorie économique, on peut s'attendre à deux grands types d'effets des investissements des infrastructures sur la croissance économique :

- Des effets de court terme, liés à la construction de l'infrastructure, essentiellement sur le secteur de la construction, qui ont un effet multiplicateur sur l'ensemble de l'économie. Ces effets s'atténuent après un an ou deux.
- Des effets de long terme, dû aux réductions des coûts de transport, aux gains de temps pour les ménages et les entreprises, et à un accroissement de l'accessibilité. Ils agissent sur tous les secteurs de l'économie par le biais des consommations intermédiaires : effets sur le revenu des ménages, l'emploi, la productivité des entreprises, et l'investissement du secteur privé. Ces impacts sont liés non seulement à un surcroît de croissance, mais à une éventuelle restructuration spatiale.

Il ressort de la plupart des études empiriques que les impacts des infrastructures ne sont pas toujours identifiables et varient selon le type d'infrastructure, les secteurs économiques, et le niveau économique de la région touchée par l'investissement. L'existence d'infrastructure est une condition nécessaire, mais pas suffisante pour la croissance. De plus le développement d'infrastructure n'a pas d'effet sur une région sans potentiel de développement économique. Et même, pour une région en crise, l'ouverture du marché, par une nouvelle infrastructure, à des entreprises concurrentes, peut accroître les difficultés des entreprises de la région (Gasser *et al.*, 2001).

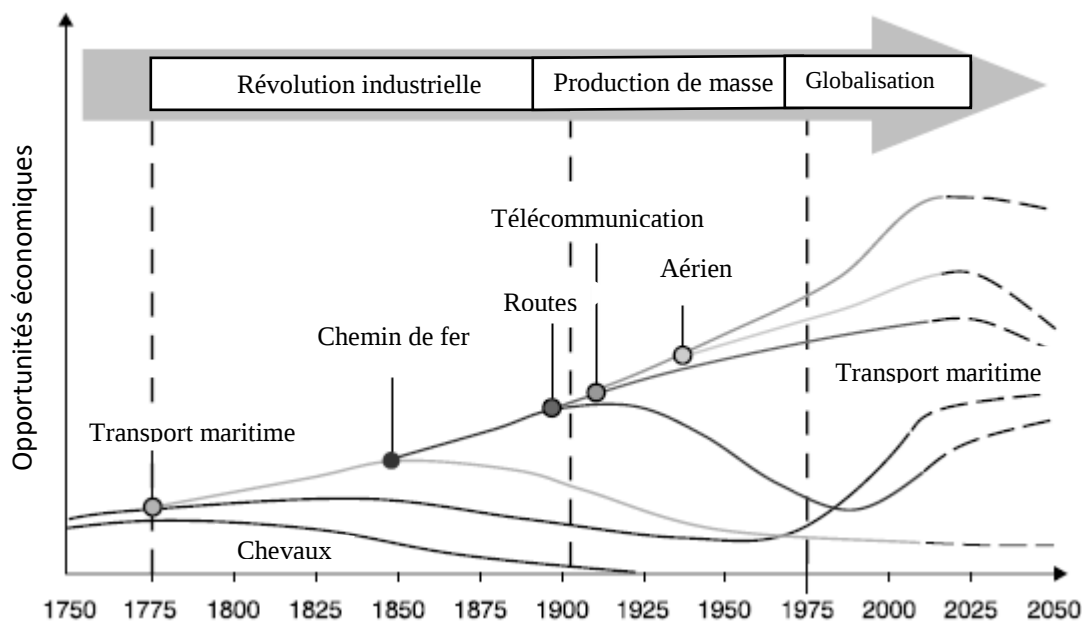
D'un point de vue général, les impacts économiques du transport peuvent être directs, indirects et reliés au même temps (Rodrigue *et al.*, 2016) :

- **Impact direct (également appelé induit) :** résultat des modifications de l'accessibilité dans lesquelles le transport permet de créer de l'emploi, de la valeur ajoutée, des marchés plus vastes et des gains de temps et d'argent.
- **Impacts indirects :** résultat des effets multiplicateurs économiques lorsque le prix des produits de base, des biens ou des services diminue et / ou que leur variété augmente. La valeur indirecte et les emplois résultent d'achats locaux effectués par des entreprises qui dépendent directement de l'activité de transport. Les activités de transport sont responsables d'un large éventail d'effets indirects sur la valeur ajoutée et l'emploi, grâce aux liens existant entre le transport et d'autres secteurs économiques (entreprises de fourniture de bureaux, fournisseurs de matériel et de pièces, services de maintenance et de réparation, sociétés d'assurance, services de conseil et autres services aux entreprises).
- **Impacts liés :** les résultats des activités économiques et des entreprises reposent en partie sur des services de transport efficaces pour les passagers et le transport de marchandise. Par exemple, l'industrie sidérurgique exige une importation rentable de minerai de fer et de charbon pour les hauts fourneaux et des activités d'exportation pour les produits finis tels que les rampes et les bobines d'acier. Les fabricants, les points de vente et les centres de distribution manipulant des cargaisons conteneurisées importées reposent sur des opérations de transport et des opérations portuaires efficaces.

Le développement du système de production de masse au début du XXe siècle s'appuie de plus en plus sur les opportunités commerciales offertes par le transport routier, en particulier l'automobile. Vers la fin du XXe siècle, la mondialisation tirait parti de la synergie commune des transports

maritime, routier, ferroviaire, aérien et des télécommunications, qui favorisaient tous des systèmes de transport intégrés et la gestion de la chaîne d'approvisionnement.

Figure I.3 : L'accumulation des contributions des différents modes de transport aux opportunités économiques



Source : Adapter de HOP Associates “Time, mobility and economic growth” (2005, cité dans Rodrigue *et al.*, 2016).

Les débouchés économiques ont pris une ampleur et une portée mondiales, en raison notamment de la capacité de maintenir un réseau complexe d'échanges et de transactions via les systèmes de transport. Plus récemment, de nouvelles opportunités ont été créées avec la convergence des télécommunications et des technologies de l'information, favorisant un niveau plus élevé de gestion de la production, de la consommation et de la distribution, ainsi qu'une mobilité plus efficace des passagers. On s'attend à ce qu'un tel processus, fondé sur les avantages procurés par d'autres modes de transport, représente une part importante des possibilités économiques de la première moitié du XXI^e siècle.

Si certaines régions tirent parti du développement des systèmes de transport, d'autres sont souvent marginalisées par un ensemble de conditions dans lesquelles un transport inadéquat joue un rôle. Le transport en soi n'est pas une condition suffisante pour le développement. Cependant, le manque d'infrastructures de transport peut être considéré comme un facteur limitant du développement. Dans les pays en développement, le manque d'infrastructures de transport et d'obstacles réglementaires ont un impact commun sur le développement économique, car ils entraînent des

coûts de transport plus élevés, mais ils retardent également la gestion de la chaîne d'approvisionnement qui n'est pas fiable. Un niveau de service de transport médiocre peut nuire à la compétitivité des régions et des entreprises et donc avoir un impact négatif sur la valeur ajoutée régionale et l'emploi.

L'hypothèse standard est que les investissements dans les transports ont tendance à être plus générateurs de richesse que les investissements consommateurs de richesse, tels que les services. Néanmoins, plusieurs investissements dans les transports peuvent consommer de la richesse s'ils ne servent que de commodité, comme le stationnement et les trottoirs, ou desservir un marché d'une taille bien inférieure à tout rendement économique possible, avec par exemple des projets intitulés « Ponts pour nulle part ». Dans un tel contexte, les projets d'investissement dans les transports peuvent être contre-productifs en drainant les ressources d'une économie au lieu de créer de la richesse et des opportunités supplémentaires. Des marchés et des systèmes de transport efficaces et durables jouent un rôle clé dans le développement régional bien que le lien de causalité entre le transport et la création de richesses ne soit pas toujours clair. Dans un certain nombre de régions du monde, les marchés des transports et les réseaux d'infrastructures de transport connexes sont considérés comme des moteurs essentiels de la promotion d'un développement plus équilibré et durable de la région, voire du continent tout entier, notamment en améliorant l'accessibilité et la situation des régions les plus faibles et groupes sociaux défavorisés.

Les investissements dans les transports ont également tendance à avoir des rendements marginaux en baisse. Alors que les investissements initiaux dans les infrastructures ont généralement un rendement élevé, car ils offrent une toute nouvelle gamme d'options de mobilité, plus le système est développé, plus il est probable que des investissements supplémentaires réduiront les rendements. À un moment donné, les rendements marginaux peuvent être proches de zéro, voire négatifs, ce qui implique un transfert des investissements dans les transports de la production de richesses à la consommation de richesses. Une erreur courante est de supposer que des investissements supplémentaires dans les transports auront un effet multiplicateur similaire à celui des investissements initiaux, ce qui peut conduire à une mauvaise affectation des capitaux. Cela signifie évidemment que les retombées économiques des investissements dans les transports ont tendance à être importantes là où les infrastructures étaient auparavant inexistantes ou déficientes et marginales là où un réseau étendu est déjà présent. Par conséquent, chaque projet de développement doit être considéré indépendamment.

I.3.5. Dépenses publiques et croissance économique :

Selon Lupu et ses collaborateurs (2018), la relation entre la structure des dépenses publiques et la croissance économique, bien qu'importante d'un point de vue pratique, a rarement été étudiée dans la littérature, à l'exception de quelques études sur la consommation publique (Barro et Sala-i-Martin, 1992), les dépenses courantes et le capital (Devarajan et al., 1996) et les dépenses consacrées à l'éducation et aux soins de santé (Poot, 2000). Après les années 2000, de nombreuses études analysent ces problèmes, tant dans les pays développés que dans les pays en développement, tels que Agénor (2010), Barro et Sala-i-Martin (2004), Benos et Zotou (2014), Bose et al. (2007), Colombier (2011), Ghosh et Gregoriou (2008), Gupta et al. (2005), Zakane Ahmed (2008) et Yagoub Mohamed (2015).

Selon la théorie de la croissance endogène, les défaillances du marché peuvent être surmontées grâce aux allocations gouvernementales, ce qui entraîne une augmentation de la productivité pour les facteurs de production privés et l'accumulation de capital physique et humain (Fournier et Johansson, 2016).

L'État dispose de plusieurs instruments pour stimuler l'économie réelle. Premièrement, il peut utiliser un financement ou un investissement direct lorsque le secteur public fournit les fonds nécessaires aux projets d'infrastructure, à l'enseignement primaire et aux soins de santé. Deuxièmement, l'État fournit effectivement certains services publics nécessaires pour garantir les conditions de base de l'activité économique et des investissements à long terme (minimisant ainsi les coûts liés à la réalisation d'une quantité donnée de biens et de services). Troisièmement, l'État finance ses propres activités afin de minimiser les distorsions liées au comportement de l'épargne et aux investissements du secteur privé (Moruzumi et Veiga, 2016). La théorie et les recherches empiriques récentes démontrent que la structure des dépenses, selon la classification fonctionnelle, fournit une image plus claire de la manière dont l'État peut intervenir pour favoriser le développement de l'économie réelle.

Les études empiriques existantes sur la relation entre la structure des dépenses publiques et la croissance économique portent principalement sur deux aspects : une division des dépenses publiques en dépenses productives et non productives et une analyse des facteurs déterminants dans les dépenses dites productives. Barro et Sala-i-Martin (1992) développent la théorie de la croissance endogène, qui inclut les dépenses publiques. Ils concluent que la consommation

publique a un impact négatif sur la croissance à long terme, tandis que l'investissement public a un impact positif. Cullison (1993) analyse la relation entre la structure des dépenses publiques et la croissance économique aux États-Unis pour la période 1952-1991 et relève une corrélation positive entre la croissance économique et les dépenses publiques consacrées à l'éducation, à la justice et à la sécurité sociale. Devarajan et ses collaborateurs (1996) utilisent des données sur 43 pays pour la période 1970-1990 et concluent qu'un changement de la part des dépenses publiques (le ratio des dépenses totales) a des effets positifs sur le taux de croissance économique alors que les autres dépenses (dépenses en capital, défense, etc.) infrastructures économiques) ont un impact négatif sur la croissance économique à long terme (Lupu et al., 2018).

I.3.6. Investissement public et croissance économique :

Selon Ke-Young et ses collaborateurs (1995), l'investissement public est un domaine qui peut avoir une incidence directe sur la croissance économique. L'investissement public dans les infrastructures de base est une condition préalable essentielle à l'accumulation de capital dans le secteur privé. L'investissement public dans les établissements d'enseignement et de santé améliore la formation de capital humain. Toutefois, l'investissement public est également un domaine dans lequel on peut trouver des éléphants blancs extrêmement improductifs.

Tandis que la contribution de l'investissement public à la croissance économique a été invariablement supposée théorique, des études empiriques fondées sur des données agrégées sur les dépenses publiques n'ont révélé que des liens faibles entre investissement public et croissance économique. En utilisant des données transnationales pour tester la relation entre l'investissements public et la croissance économique, certaines recherches originales dans ce domaine n'ont révélé qu'une relation non significative sur le plan statistique (Barro, 1991). D'autres recherches ont montré que les dépenses en capital consacrées à l'éducation, à la santé et au logement avaient un effet positif sur la croissance économique (Diamond, 1989). D'autres ont utilisé des données américaines pour tester les effets de l'investissement public sur la productivité du stock de capital existant, les dépenses en capital privées et l'emploi. Bien que de nombreuses études aient révélé des effets positifs, l'effet de l'éviction a fortement influencé l'investissement public sur les dépenses d'investissement privées (Aschauer (1989a, 1989b) ; Munnell, 1990 ; Holtz-Eakin, 1992), par exemple. Alors que des études transnationales incluant les pays en développement n'ont

pas permis de produire des résultats statistiques robustes associant investissements public et croissance (Levine et Renelt, 1992) et (FMI, Ke-Young *et al.*, 1995).

I.4. L'économie Algérienne :

L'importance de l'examen de l'économie algérienne consiste à identifier les facteurs qui contribuent à la croissance économique en incluant l'approvisionnement en infrastructure de transport. L'histoire de l'économie algérienne sera abordée ainsi que certaines politiques ayant contribué à soutenir la croissance économique.

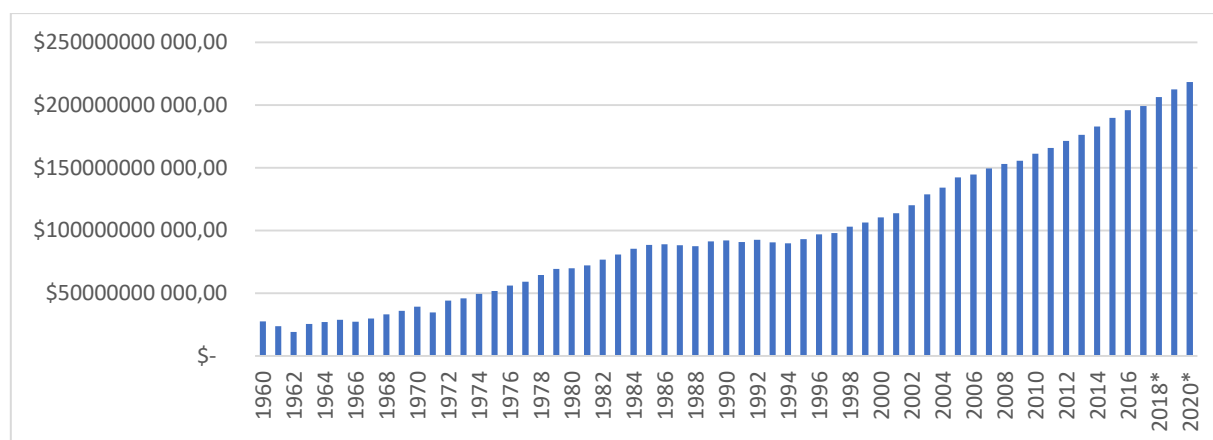
I.4.1. Histoire :

Après l'Égypte, le Nigéria, le Sud-Afrique, l'économie algérienne est la quatrième en importance en Afrique, elle représente environ 10% de son PIB en termes de parité de pouvoir d'achat (PIB PPA). Troisième économie de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) et locomotive du Maghreb, l'Algérie fait partie des quelques pays qui sont parvenus à faire reculer la pauvreté de 20 % en 20 ans, Le boum pétrolier lui a par ailleurs permis d'apurer la dette du pays, d'investir dans des projets d'infrastructure et d'améliorer les indicateurs de développement humain (Banque mondiale, 2018). La croissance économique de l'Algérie s'est ralentie en 2017 sous l'effet d'un léger fléchissement de la production d'hydrocarbures et d'un essor toujours modéré des secteurs hors hydrocarbures. Selon les estimations, le taux de croissance du PIB réel s'est établi à 2,1 % en 2017, en repli par rapport au niveau de 3,3 % enregistré en 2016. Ce ralentissement a essentiellement tenu à la baisse de la production d'hydrocarbures, qui aurait diminué de 1,4 % en 2017, une évolution qui contraste fortement avec le dynamisme observé au premier trimestre de l'année. Parallèlement, la croissance du secteur hors hydrocarbures continue d'être modeste, malgré une légère amélioration entre 2016 et 2017, de 2,3 à 2,5 % (Banque mondiale, 2018).

La chute persistante des cours internationaux de pétrole a imposé un aménagement des modèles économiques nationaux et enclenché une série de réformes dans les pays exportateurs de pétrole de la région MENA visant à s'adapter à cette nouvelle donne. L'Algérie connaît, comme ses voisins, un tarissement des revenus des hydrocarbures, qui ont fondu de moitié depuis quelques années, qui explique l'épuisement rapide de ses réserves de change. D'autant que des problèmes structurels entravent la croissance dans le secteur hors hydrocarbures et que l'inflation continue de grimper.

La figure 1.2 présente l'évolution de la croissance économique de 1960 à 2018. Cela montre que les tendances depuis 1960 ont augmenté jusqu'au début des années 1980, lorsque la croissance a commencé à diminuer. Comme le montre la figure I.4, le pays a enregistré une croissance économique de 18,75% entre 1960 et 1964. L'économie a encore augmenté de 10,52% pour la période 1964 et 1968. Entre 1968 et 1972 et entre 1972 et 1976, le pays a connu une augmentation de 2,38% et de 2,32%, respectivement.

Figure I.4: PIB réel algérien à partir de 1960 (\$ US constants de 2010)



Source : Elaboré à partir des Données des comptes nationaux de la Banque mondiale et Perspective monde université de sherbrook, Québec, Canada. Consulté le 18/04/2019.

A travers le produit intérieur brut (PIB) en dollars constants, comme c'est le cas ici, on peut procéder plus adéquatement à des comparaisons à travers les années puisqu'il tient alors compte de l'inflation ou de la déflation. Cette information est une somme qui ne tient pas compte du nombre d'habitants du pays.

Pour l'ensemble de la période 1960-2017, on enregistre une moyenne annuelle de 92 601 574 060,88 US\$. Le changement enregistré entre la première et la dernière année est de 726 %. C'est en 2017 qu'on enregistre la valeur la plus élevée (199 171 379 146,42 US\$) et c'est en 1962 qu'on enregistre la valeur la plus basse (19 036 113 335,20 US\$). Sur la base des cinq dernières valeurs disponibles, on peut estimer qu'en 2020 la valeur devrait osciller autour de

218 305 175 942 ³. Cette prévision présente un niveau de fiabilité très élevé puisque les variations des cinq dernières valeurs disponibles ont une structure très linéaire (coefficient de corrélation = 0.98) (Perspective monde, 2019). Le pays s'est bien comporté, atteignant ses taux de croissance les plus élevés pour la période de l'étude qui débute en 2005 à 2017. La croissance du PIB réel (US \$ constant 2010) algérien de 1960 à 1998 a égalé 103 milliards de dollars, en 39 ans ; De l'année 1999 à 2017, en même pas 20 ans le PIB réel (US \$ constant 2010) a augmenté de 100 milliards de dollars en plus.

L'Algérie reste confrontée à des problèmes importants, qui résultent de la chute des prix du pétrole depuis 2014 et à la non-diversification du revenu des caisses de l'état. En dépit d'un assainissement considérable des finances publiques en 2017, les déficits budgétaires et courant demeurent élevés. La croissance du PIB réel a fortement ralenti, en raison principalement d'une contraction de la production d'hydrocarbures, même si la croissance du secteur hors hydrocarbures est restée stable. Le chômage s'est hissé à 11,7 % en septembre 2017, contre 10,5 % un an plus tôt, et reste particulièrement élevé chez les jeunes (28,3 %) et chez les femmes (20,7 %). Le taux d'inflation moyen s'est établi à 5,6 %, contre 6,4 % en 2016, du fait du ralentissement de l'inflation pour les produits manufacturés et les services, et il était de 3,4 % en glissement annuel en avril 2018. Si les réserves restent abondantes, elles ont diminué de 17 milliards de dollars, pour s'établir à 96 milliards de dollars (hors DTS). La dette extérieure reste négligeable, mais la dette publique intérieure a considérablement augmenté depuis 2016, tout en demeurant modérée (Fond Monétaire International, 2018).

I.4.2. Situation macroéconomiques algérienne après les années 2000 :

La reprise des prix internationaux du pétrole depuis 2000 et le relâchement des poches du gouvernement ont permis à l'Algérie de prendre un peu de répit après plusieurs années de difficultés pour l'économie. Premier exportateur de gaz d'Afrique, l'Algérie reste fortement dépendante du secteur des hydrocarbures pour la majeure partie des revenus de son gouvernement et pour la quasi-totalité de ses exportations. Malgré les réformes visant à encourager le développement du secteur

³- Pour les années 2018*, 2019*, 2020* c'est une projection à partir d'une tendance linéaire des cinq dernières valeurs réelles par rapport à l'année 2005. L'équation de régression est construite ainsi : constante = -1.1662296927280764E13, coefficient de régression = 5.881486189714E9. Le calcul est simple : au produit de l'année par le coefficient de régression, on additionne la constante. On obtient alors la valeur estimée (Perspective monde université de sherbrook, Québec, Canada. Consulté le 18/04/2019).

privé, à promouvoir la diversification et à attirer les investissements directs étrangers (IDE) au cours des dernières années, l'État joue toujours un rôle prépondérant, ce qui signifie que l'évolution des dépenses et des investissements publics continue d'avoir un impact significatif sur la performance économique globale. Le gouvernement algérien a lancé en 2001 un programme de relance des investissements publics (2001-2003), un budget de 7,5 milliards de dollars a été octroyé exclusivement aux infrastructures pour améliorer et accentué cette dernière (Salah Mouhoubi, 2009, cité dans Yagoub Mohamed, 2015).

Dans la période triennal (2003-2005), l'Algérie a connu une stabilité aussi bien du taux de change que du niveau macroéconomique. Pour l'année 2004, la balance des paiements extérieurs a engendré un excédent de 9,1 MUS\$ ⁴. Les réserves de change se sont redressées à 43,1 MUS\$ à la fin de 2004 contre 32,9 MUS\$ à la fin de décembre 2003. La dette extérieure est revenue à 21,4 MUS\$ à la fin de 2004 contre 28,1 MUS\$ à la fin de 1999. Le ratio du service de la dette extérieure s'est réduit à 12,6% en 2004 contre 17,7% en 2003 et 47,5% en 1998. Les importations ont augmenté ; ils ont été de 17,95 MUS\$ en 2004 contre 9,35 MUS\$ pour l'années 2000 (Parastoo Shajari, 2009, cité dans Yagoub Mohamed, 2015). Aussi une augmentation des dépenses budgétaires avec un montant de 1.832,5 MDA ⁵ contre 1.178,1 MDA par rapport à la période qui précède celle-ci. Le secteur des hydrocarbures reste le principal moteur de cette croissance qui domine l'activité économique avec une valeur ajoutée de 46% ; Un apport significatif à la consolidation de la croissance a été apporté grâce au programme de soutien à la relance économique qui a mobilisé l'équivalent de sept milliards de dollars (MUS\$) en investissements publics, répartie entre 2001 et 2004 (Yagoub Mohamed, 2015).

Le Plan National de Développement Agricole destinées a boosté les activités agricoles par le biais de la consolidation des pouvoirs publics dans les domaines de l'hydraulique, transports, infrastructures. Destinées aussi a amélioré le cadre de vie des citoyens, le développement local et le développement des ressources humaines. Il a néanmoins favorisé une accélération de la croissance du produit intérieur brut avec un taux de 6,8% (6,1% hors hydrocarbures) pour 2003 et 5,2% (6,0 % hors hydrocarbures) pour l'année 2004, avec une moyenne annuelle de 4,9% sur toute la période (Rapport du Gouvernement Algérien, 2005, cité dans Yagoub Mohamed, 2015). Les

⁴ - MUS\$: Milliards de Dollars (United State)

⁵ - MDA : Milliards de Dinars Algerien

réserves de change en 2004 étaient de 43,11 MUS\$, passant à 56,18 MUS\$ 2005 (Yagoub Mohamed, 2015).

Le nouveau mandat quinquennal (2009/2014) a promu plus de création de poste d'emplois et une augmentation du pouvoir d'achat des Algériens. Le nouveau gouvernement a programmé une dépense publique de 280 MUS\$ (Abderrahmane Mebtoul, 2012, cité dans Yagoub Mohamed, 2015).

Le gouvernement algérien a réalisé en 2013 une croissance réelle du PIB estimée à 3%, due principalement à la demande intérieure, dont l'investissement public. Ce gain de croissance a été possible grâce aux efforts des institutions algérienne a contrôlé la masse monétaire, à réduire l'augmentation générale et durable des prix à 3.3 %, répondre au besoin de la demande des biens et services et booster l'offre (Tarik Benbahmed et Hervé Lohoues, 2014, cité dans Yagoub Mohamed, 2015).

I.5. Les indicateurs économiques en Algérie :

I.5.1. La croissance économique en Algérie :

Le PIB algérien a connu une croissance assez importante entre 1970 et 1984 ; À une stagnation voire une diminution durant la période (1986-1994). À partir de 1995 la croissance du PIB commence à reprendre son ampleur (Yagoub Mohamed, 2015).

La croissance économique algérienne s'appuie de plus en plus sur l'augmentation des quantités de facteurs de production mis en œuvre, elle est fortement booster par l'agriculture cependant le secteur de l'industrie a marqué une faible performance. Les entreprises manufacturières ont connu, en 2003, un fléchissement de 3,3% au dépit d'une hausse de la demande. Tout le secteur public connaît une déperdition du PIB qui se situe entre 10% et 20%. Sachant qu'un effort financier considérable a été entrepris par le gouvernement algérien ; L'investissement de ce dernier n'a pas pu stopper la désindustrialisation du pays. La part du secteur manufacturier dans la valeur ajoutée hors hydrocarbures et hors agriculture a chuté de 50% depuis 1990 (Abdellatif Benachenhou, 2009, cité dans Yagoub Mohamed, 2015).

La valeur ajoutée de l'industrie hors hydrocarbure par rapport au PIB régresse depuis quelque année et représente en 2005, que 5,3% de cette dernière. D'une façon générale le secteur manufacturier dans les pays en développement dans l'ensemble des pays en développement

correspondent en moyenne à 14% du PIB. Par exemple : 17% au Maroc, de 18% en Tunisie et 19% en Egypte (Y. Benabdallah, 2007, cité dans Yagoub Mohamed, 2015).

L'Algérie a été en mesure d'atténuer l'impact de la chute des prix du pétrole depuis la mi-2014 sur la croissance économique en tirant parti des économies de son fonds de stabilisation pour soutenir les finances publiques et les investissements. Cependant, ces fonds ont été épuisés au début de 2017 et, depuis lors, les autorités se sont engagées sur la voie de l'assainissement budgétaire afin de réduire le déficit budgétaire. Cela a eu un impact prévisible sur la croissance du PIB réel, qui avait relativement bien résisté à 3,7% et 3,2% en 2015 et 2016 respectivement, avant de ralentir sensiblement à 1,4% en 2017, selon le FMI. Bien que le secteur hors hydrocarbures - qui représentait environ 77% du PIB en 2017 - ait enregistré une légère accélération, passant d'une croissance de 2,3% en 2016 à 2,6% en 2017, il a été submergé par le mouvement dramatique du secteur des hydrocarbures, qui s'est contracté de 3% en 2017 après un gain de 7,7% en 2016.

Selon l'Office national des statistiques dans le rapport de 'Oxford Business Group The Report Algeria 2018', la croissance d'une année sur l'autre a encore ralenti au deuxième trimestre de 2018, le PIB réel ayant augmenté de 0,7%, par rapport à 1,5%. La performance du secteur des hydrocarbures a fortement diminué, se contractant de 8,2%, tandis que celle des secteurs hors-hydrocarbures a progressé de 2,8%. Ce dernier secteur a été mené par le secteur de l'agriculture, qui a progressé de 0,7% à 8,9% en glissement annuel, bien qu'il soit quelque peu modéré par le secteur industriel, qui est passé de 4,4% à 2,1%. La poursuite de la reprise des prix du pétrole en 2018 devrait aider le secteur des hydrocarbures à regagner le terrain perdu, tandis que des politiques monétaires et budgétaires favorables devraient permettre au reste de l'économie de reprendre son élan jusqu'à la fin de 2018 et au début de 2019.

Dans ses dernières Perspectives de l'économie mondiale, publiées en octobre 2018, le FMI prévoit que la croissance du PIB réel passerait à 2,5% en 2018 et à 2,7% en 2019, avant de tendre chaque année à un taux de croissance inférieur à 1% d'ici 2022 comme efforts pour corriger les finances publiques qui pèsent de plus en plus sur la demande. L'impact des politiques budgétaires devrait être largement canalisé par le secteur hors hydrocarbures, avec une plus grande flexibilité dans les dépenses publiques pour permettre une expansion de 3,4% du secteur en 2018, ce qui serait sa croissance la plus rapide en trois ans, avant de retomber à 2,9 % en 2019, 1,8% en 2020 et moins de la moitié de ce taux les années suivantes, selon les consultations de l'article IV du FMI pour

l'Algérie en 2018. La récente reprise des prix du pétrole, conjuguée à une augmentation modeste du volume de pétrole et de gaz extraits, devrait entraîner un rebond du secteur des hydrocarbures, avec une croissance de 1,3% en 2018, de 2% en 2019 et d'une légère accélération par la suite.

Le gouvernement a présenté un nouveau modèle de croissance à la mi-2016, dressant le bilan d'une économie qui dépend de manière permanente des hydrocarbures, en définissant une vision stratégique du développement économique et de la diversification à l'horizon 2030. Cette mesure s'est accompagnée d'un plan d'assainissement budgétaire à moyen terme qui visait initialement à atteindre un budget équilibré d'ici 2020. Cependant, ces compressions budgétaires ont aggravé le ralentissement de la croissance économique en 2017, amenant le gouvernement à inverser la tendance plus tard cette année-là. En octobre 2017, les autorités ont lancé une nouvelle stratégie macroéconomique reposant sur quatre piliers (The Report Algeria 2018 oxford business group):

1. Une augmentation des dépenses budgétaires en 2018 et une trajectoire d'assainissement révisée visant à atteindre un solde budgétaire à l'horizon 2022 ;
2. Assouplissement de la politique monétaire, autorisant la banque centrale, pendant cinq ans, à financer directement l'État, à acheter des dettes souveraines et à injecter de l'argent dans le Fonds national d'investissement ;
3. Des restrictions sur certaines importations pour corriger les déséquilibres extérieurs et favoriser la production nationale ;
4. Des engagements en faveur d'une série de réformes structurelles visant à améliorer le climat des affaires et la performance économique au sens large.

Tableau n°I.1 : Indicateurs économiques 2018-21 F

Economic indicators, 2018-21F				
	2018F	2019F	2020F	2021F
GDP, current prices (AD bn)	21,214.35	22,885.01	24,118.83	25,869.27
GDP per capita, current prices (AD)	501,214	531,125	549,862	579,911
Inflation, avg. consumer prices (% change)	6.5	6.7	6	7.9
Vol. of imports of goods & services (% change)	-0.083	-1.748	-6.364	-5.058
Vol. of exports of goods & services (% change)	-6.902	1.102	1.89	2.505
Population (m)	42.33	43.09	43.86	44.61
General gov't revenue (AD bn)	6983.95	6820.6	6893.03	7173.3
General gov't revenue (% of GDP)	32.92	29.8	28.58	27.73
Total gov't expenditure (AD bn)	8273.48	7961.74	7794.54	7744.66
Total gov't expenditure (% of GDP)	39	34.8	32.32	29.94
Gov't net lending/borrowing (AD bn)	-1289.54	-1141.14	-901.51	-571.37
Gov't net lending/borrowing (% of GDP)	-6.08	-4.99	-3.74	-2.21
Gov't gross debt (AD bn)	6975.39	8884.73	9838.47	10,734.62
Gov't gross debt (% of GDP)	32.89	38.82	40.79	41.5
Current account balance (% of GDP)	-8.98	-7.93	-6.28	-5.18

Source: IMF World Economic Outlook, October 2018

I.5.2. Commerce extérieur :

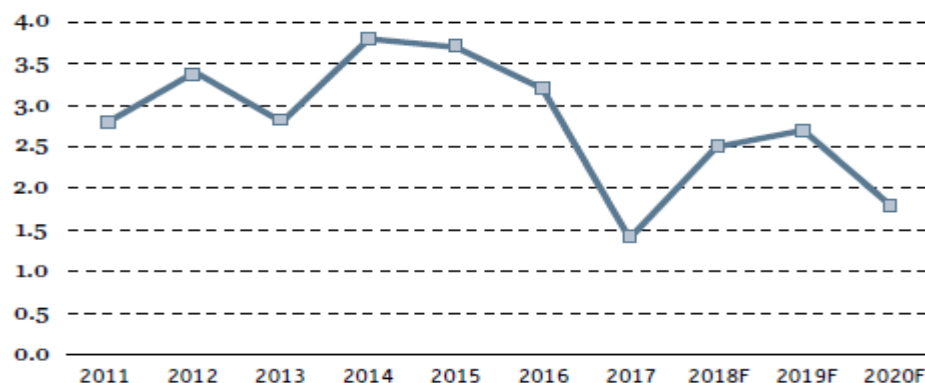
Les exportations totales de pétrole et de gaz représentaient 96% du total des exportations en 2017, la part revenant à la hausse, soutenue en grande partie par la reprise des prix du pétrole. Malgré les efforts du gouvernement pour promouvoir la diversification et la production nationale, aucun progrès majeur n'a été constaté à moyen terme, les produits autres que les hydrocarbures ne représentant pas une part importante des exportations. Les trois principales exportations algériennes hors hydrocarbures en 2017 comprenaient les produits chimiques inorganiques (1,1% des exportations totales), les engrais (0,9%) et le sucre et les sucreries (0,6%). L'Algérie est un fournisseur clé de gaz naturel sur le marché de l'UE. L'Italie a représenté 16% des exportations totales en 2017, la France, 12,9% et l'Espagne, 11,9%. Pendant ce temps, les États-Unis ont représenté 9,8% du total des exportations cette année-là. En termes d'importations, la Chine est le principal marché source de l'Algérie avec 18,1% du total des échanges, suivie de la France (9,4%), de l'Italie (8,2%), de l'Allemagne (7%) et de l'Espagne (6,8%) (The Report Algeria 2018 oxford business group).

I.5.3. Balance commerciale :

Le prix relatif des exportations algériennes par rapport au prix de ses importations, appelé termes de l'échange, a diminué d'environ deux tiers au cours de la période 2014-2016 en raison de la baisse des prix mondiaux du pétrole. Le volume total des exportations a diminué de manière similaire, alors que le volume des importations n'a diminué que d'un dixième environ au cours de la même période. La balance commerciale est ainsi passée d'un excédent de 30 millions USD en 2014 à un déficit de 20,4 milliards USD deux ans plus tard, avant de se réduire à un déficit de 14,3 milliards USD en 2017. Le FMI prévoit que le déficit commercial diminuerait à 9,4 milliards de dollars en 2018, mais s'élargirait à nouveau pour atteindre 11,6 milliards de dollars en 2019, avant de se contracter à 9,5% et 7,5% en 2020 et 2021, respectivement. Cela dépendra dans une large mesure de l'évolution des prix du pétrole dans les années à venir, compte tenu du rôle important que jouent les hydrocarbures dans le commerce algérien.

Étant donné que la balance commerciale est la composante la plus importante du compte courant, il n'est pas surprenant que ce dernier ait suivi un schéma similaire, le déficit ayant grimpé en flèche, passant de 4,4% du PIB en 2014 à 16,5% en 2016 avant de se réduire à 12,9% du PIB en 2017. Le FMI prévoit que le déficit de la balance courante resterait également élevé à moyen terme, passant de 9,7% du PIB en 2018 à 10,1% du PIB en 2019, avant de se réduire progressivement tout en restant supérieur à 5% du PIB jusqu'en 2023 (The Report Algeria 2018 oxford business group).

Figure I.5: Croissance du PIB réel 2011-2020F



Source: IMF

I.5.4. Investissement étranger :

Entre 2008 et 2017, le stock d'IDE de l'Algérie a presque doublé en pourcentage du PIB, passant de 8,5% à 16,7%, pour atteindre un sommet de 17,3% en 2016. Les progrès ont ralenti ces dernières années, les flux annuels d'IDE entrant représentant en moyenne moins de 1% du PIB entre 2012 et 2017. L'Algérie reste le pays destinataire le plus faible des stocks d'IDE entrant dans la région du Maghreb, avec à peine plus de la moitié du niveau de la Libye, la deuxième plus faible de la région avec 29,9% du PIB, sans parler des 72% de la Tunisie voisine, le leader régional de cette région métrique. L'Algérie est une économie relativement fermée depuis quelques décennies, mais cette position a changé au cours des dernières années, les stratégies de développement économique successives visant explicitement à attirer les investissements directs étrangers (The Report Algeria 2018 oxford business group).

Des efforts sont également en cours pour diversifier les sources d'investissements étrangers, comme en témoigne la signature par l'Algérie en septembre 2018 d'un mémorandum d'accord visant à adhérer à l'Initiative Ceintures et routes de la Chine, par exemple. L'augmentation de l'IDE pourrait également être une source précieuse de capital, mais aussi de la technologie et du savoir-faire nécessaires pour accroître les niveaux de productivité et soutenir la diversification économique et la production nationale (The Report Algeria 2018 oxford business group).

I.5.5. Emploi :

L'Algérie est confrontée à des taux de chômage à deux chiffres depuis une bonne partie de cette dernière décennie, le taux global variant entre 9,5% et 12,5% entre 2008 et 2018, tandis que le taux d'emploi a légèrement dépassé les 40%. Le taux de chômage était de 11,1% en avril 2018, en baisse par rapport à 12,3% un an plus tôt, tandis que le taux d'activité sur le marché du travail est resté stable à 41,9%.

Cette performance relativement faible à long terme sur le marché du travail peut au moins en partie s'expliquer par la baisse des taux d'activité et d'emploi chez les jeunes et les femmes. Le taux d'activité des hommes était de 66,7%, soit quatre fois plus élevé que celle des femmes (16,6%), avec une divergence similaire des taux d'emploi - 60,7% contre 13,4%. Dans le même temps, le taux de chômage des femmes s'est établi à 19,5%, soit près du double de celui des hommes. De même, le taux de chômage des 16 à 24 ans, quel que soit leur sexe, était de 36,4%, soit environ

quatre fois plus que celui des plus de 25 ans. La divergence est encore plus frappante selon le sexe, le taux de chômage des femmes étant plus de deux fois supérieur dans les deux tranches d'âge. Le nombre d'hommes travaillant dans le secteur privé (67,4%) est deux fois plus élevé que dans le secteur public (32,6%), alors que les femmes sont plus susceptibles de travailler dans le secteur public (57,4%). Les troubles sociaux dus à la situation du marché du travail ne sont pas répandus, bien qu'une série de grèves ait eu lieu début 2018 parmi les médecins et les enseignants qui protestaient contre les taux de rémunération (The Report Algeria 2018 oxford business group).

I.5.6. Innovation :

Pour faciliter la mise en œuvre du nouveau régime budgétaire, un nouveau commissaire aux programmes sera nommé pour les ministères et les entreprises publiques. Il sera chargé de structurer le budget en fonction des programmes, sous-programmes et actions, en intégrant les activités opérationnelles et les budgets d'investissement sous un seul compte. Autre mesure susceptible d'améliorer la responsabilisation, la Cour des comptes devra à l'avenir non seulement faire rapport sur les résultats financiers chaque année, mais également approuver formellement les comptes de l'État (The Report Algeria 2018 oxford business group).

I.5.7. La diversification :

Malgré une confiance renouvelée dans le secteur de l'énergie, la période 2014-2017 a une nouvelle fois mis en évidence l'importance de la diversification pour un pays qui repose encore trop lourdement sur le segment en amont. Sans surprise, 72% des dirigeants interrogés indiquent que la chute des prix du pétrole est le principal événement extérieur susceptible d'avoir une incidence sur l'économie algérienne à court et à moyen terme.

Les chefs d'entreprise ont exigé une série de réformes ces dernières années visant à garantir que la diversification soit efficace et rapide. Bien que des réformes mineures aient été mises en œuvre récemment sur les droits de douane et les moyens de financement, par exemple le monde des affaires estime qu'il est essentiel que davantage de travail soit fait sur la question des réformes structurelles. Malgré certains efforts déployés à ce jour pour diversifier l'économie et attirer les flux d'investissements étrangers directs, 69% des PDG estiment que l'impact des réformes récentes sur la confiance des investisseurs est insuffisant (48%) très insuffisant (21%). La règle des 51/49, qui limite à 49% la propriété d'actionnaires étrangers d'une société algérienne, est, comme toujours,

un sujet de discussion. De plus, l'environnement fiscal est largement perçu comme non concurrentiel : 64% des PDG le déclarent non concurrentiel ou très non concurrentiel, contre 24% seulement qui le considèrent compétitif ou très concurrentiel. En ce qui concerne le niveau de transparence, l'opinion était divisée, 34% ont déclaré que les niveaux de transparence étaient élevés, mais 46% étaient de l'opinion opposée (The Report Algeria 2018 oxford business group).

I.6. Conclusion

Ce chapitre avait comme objectif de définir la croissance économique et expliquer les outils nécessaires à l'amélioration de la production du pays. Au début, les modèles de croissance de la productivité, tels que le modèle de Harod-Domar et le modèle néoclassique, ont été examinés. Ces modèles ont mis en évidence les facteurs nécessaires à la croissance économique, à savoir le capital physique, le capital humain, les paramètres technologiques et la main-d'œuvre totale. Il a également montré l'importance des infrastructures de transport en tant que facilitateur d'autres facteurs de production. Les études recommandant d'inclure Les différents modes de transport parmi les facteurs de production en raison de son impact sur d'autres facteurs de production et sur la production économique ont également été examinées.

La contribution des institutions à la croissance économique a été expliquée et les facteurs de production sont contrôlés par les institutions. Les institutions incitent les acteurs économiques à investir dans le capital physique ou humain. Le chapitre a également abordé le fait que les institutions sont chargées d'allouer les ressources. Par conséquent, les institutions sont les principaux déterminants du potentiel de croissance économique.

L'histoire de la croissance économique a également été abordée dans ce chapitre. La voie de la croissance a été Aborder à partir des années 2000. Les nouvelles politiques et loi qui accompagnent le nouveau gouvernement ont également été examinées et leur impact sur la croissance économique. L'analyse de cette période a montré Que le pays a alloué pour les investissements en infrastructure une enveloppe budgétaires considérable pour booster la croissance économique, même si elle n'a pas été aussi booster que prévu.

Le chapitre a ensuite examiné la relation historique entre la croissance économique et les facteurs suivants : Ouverture commerciale, la géographie, infrastructures de transport, Dépense publique, investissements publics, main-d'œuvre et capital. Les recherches montrent qu'il existe

historiquement une relation entre la croissance économique et ces variables. Dans la présente étude, il reste à vérifier si la croissance économique est à l'origine de ces variables ou si ces variables sont à l'origine de la croissance économique.

Enfin, les défis qui ont affecté la croissance économique dans le passé et qui entravent encore la croissance économique en Algérie ont également été discutés, ainsi que les défis mondiaux qui ont affecté la croissance économique en Algérie. Le chapitre suivant passera en revue le secteur des transports et son importance pour la croissance économique en Algérie.